

Christophe Guilluy, Christophe Noyé, Yann Calbérac
7 décembre 2005

Le Café de La Cloche, 7 décembre 2005

Banlieues et violences urbaines : la nouvelle exception française ?

Les violences urbaines qui ont touché les banlieues en novembre 2005 ont révélé l'ampleur des fragmentations au sein des centres des villes françaises : pendant plusieurs semaines, les projecteurs médiatiques se sont braqués sur ces lieux dont on parle d'habitude peu et ont mis en évidence les problèmes qui affectent ces quartiers. Christophe Guilluy et Christophe Noyé, géographes, consultants dans un bureau d'études et co-auteurs de [*L'Atlas des nouvelles fractures sociales en France*](#) (éditions Autrement, 2004) nous donnent ce soir de la matière pour comprendre ces événements.

Christophe Guilluy prend le premier la parole ; ses travaux portent principalement sur les dynamiques sociales en France et il analyse les évolutions les plus récentes des centres urbains. Il a donc une bonne connaissance des réalités sociales et s'étonne quand il entend les commentateurs dire que « depuis Vaulx-en-Velin, rien a changé », alors qu'au contraire tout a changé. Les villes ont évolué et sont mues par de nouvelles logiques sociales qui les recomposent en profondeur.

Gentryfication des centres et relégation des plus pauvres en périphérie

Parmi ces changements, certains sautent aux yeux. Il y a vingt ans, les quartiers de logements sociaux étaient périphériques ; depuis, les centres urbains se sont étendus et ces quartiers sensibles se trouvent désormais en position plus centrale. Pour la première fois de manière aussi spectaculaire, des violences ont pour cadre le centre des villes.

D'autres changements moins visibles sont pourtant tout aussi importants. Les centres des villes se sont embourgeoisés, y compris aux alentours immédiats des logements sociaux. Les processus de polarisation sociale s'intensifient, laissant apparaître une ville duale dans laquelle se confrontent des populations de plus en plus pauvres et des populations de plus en plus riches. Ce double mouvement de gentryfication et de relégation s'explique par les mutations fonctionnelles des centres des villes : les industries (qui nécessitent de plus en plus d'espace) ont cédé leur place aux services ou à la recherche de pointe. La désindustrialisation des centres a donc privé d'emplois les populations ouvrières alors que la métropolisation a concentré dans les zones centrales les populations hyperqualifiées à hauts revenus. Des logiques foncières ont entraîné la hausse des prix des friches industrielles urbaines dans les centres au profit des plus riches. Les plus pauvres n'ont alors plus les moyens de vivre et d'habiter au cœur des villes, ce qui accélère les différenciations socioculturelles et la polarisation des centres. Les franges les plus pauvres de la population urbaine (jusqu'à 60%) sont contraintes de quitter les centres des villes au profit de ses périphéries plus ou moins lointaines. Ce mouvement de fond des trente dernières années aboutit donc à des logiques de confrontation entre des quartiers très embourgeoisés et des quartiers en cours de

paupérisation. Ce sont dans ces derniers que s'installent les populations immigrées, peu qualifiées et en dehors du marché de l'emploi.

Cette crise met donc en lumière une question centrale : quelle est la place des couches populaires, immigrées ou non, dans les centres urbains ? Cette question sociale ne doit pas se limiter aux seuls quartiers difficiles : tous les centres sont concernés.

Intégration et immigration

Christophe Noyé qui s'intéresse aux questions de logement prend ensuite la parole. Selon lui, il n'y a aucune corrélation entre l'exclusion du monde de l'emploi et les récentes émeutes. En effet, on compte près de 150 quartiers difficiles à Paris et seuls 40 (et pas les plus durs) ont été touchés par des formes de violence. Il est illusoire de vouloir trouver à un phénomène aussi complexe une cause unique, contrairement à ce que prétendent les journalistes ou les hommes politiques qui y voient soit l'agissement de voyous, ou les conséquences de processus de ségrégation, de relégation sociale ou des logiques culturelles.

La question de l'intégration reste à discuter : en effet, certains quartiers sont intégrés au sens propre, c'est-à-dire bien reliés aux centres par les transports en commun. La déconnexion du marché de l'emploi n'est pas une question d'accès géographique, mais bien plutôt une question de qualification insuffisante. Plus largement, cette vision réductrice portée sur ces quartiers soulèvent un problème méthodologique majeur : celui de l'échelle d'analyse. On isole en effet un petit quartier et on le compare au reste de l'agglomération, alors qu'il faut au contraire chercher à comprendre la place qu'occupent ces quartiers dans l'ensemble de la ville.

Une autre difficulté tient à ce que la situation évolue en dépit des apparences qui laissent croire que les processus sont figés. En effet, 60% des habitants actuels des villes n'y habitaient pas en 1970. Peut-on alors parler de relégation alors qu'on observe d'intenses mobilités et un profond renouvellement des centres ? Il faut donc étudier les modifications qu'ont connues ces quartiers.

Les quartiers qui ont connu des violences sont caractérisés par des afflux massifs de populations immigrées. Ces changements rapides entraînent des dysfonctionnements dans ces quartiers. C'est aussi le cas de l'abandon des politiques sociales au profit de la politique de la ville qui, à elle seule, concentre l'essentiel des moyens d'action.

La moyenne d'âge des émeutiers - 13 ans - laisse penser que la cause des violences n'est pas à chercher du côté du marché de l'emploi. Il faut chercher ailleurs et surtout noter l'incapacité de l'Etat à répondre à une telle situation de crise. Cela pose la question de l'action publique : les politiques actuelles ne fonctionnent pas. Ainsi, le principe de mixité sociale n'a-t-il pas pour principe de disperser la pauvreté, de la diluer dans l'espace urbain plutôt que de la réduire ? Ces violences urbaines ont mis en évidence les rapports dégradés entre la sphère publique et les populations, en dépit d'efforts longuement consentis. La politique de la ville doit être vue pour ce qu'elle est réellement, à savoir une série d'objectifs mouvants auxquels on alloue peu de crédits et accorde peu de temps pour réussir.

Débat

Les Français dans leur ensemble ont été surpris par ce qui est arrivé ; l'étonnement vient surtout du fait que la situation n'ait pas éclaté avant ! Quels remèdes sont possibles ? Les mesures prises vont-elles dans le bon sens ?

Christophe Guilluy : Effectivement, il n'y a pas d'étonnement à avoir ; le feu couvait depuis longtemps et une étincelle (les déclarations d'un ministre) a mis le feu aux poudres. La surprise vient plutôt de ce que l'explosion se soit généralisée aussi vite, tout en mettant en lumière la déconnexion de ces espaces avec le reste de la ville. Que sont devenues les couches populaires en ville ? Ces quartiers n'existeront qu'à partir du moment où leurs habitants regagneront la sphère publique. Cela pose la question de l'intégration politique des couches populaires. Il y a une crise de l'expression politique : on n'entend pas la voix de ces populations, si ce n'est par l'explosion des jeunes immigrés, et par le vote FN, autre façon de mettre le feu.

Un participant est choqué par l'emploi du mot banlieue : à Lyon, les banlieues sont dans la ville même ! Il faut donc définir plus précisément ce terme et ne pas galvauder son emploi. Il est également choqué par l'opposition radicale et systématique qui est faite entre la classe populaire et la classe dirigeante. La réalité est beaucoup plus complexe : selon lui, il existe une importante classe moyenne et mettre en oeuvre la mixité sociale consiste justement à « accueillir dans la classe moyenne ».

Christophe Noyé est d'accord quant à l'emploi des mots. On a désigné la crise des banlieues ainsi par référence aux lieux où elle a pris naissance. La confusion des termes est ancienne et souligne la difficulté à désigner et à appréhender politiquement et scientifiquement ces espaces.

A ses yeux, il n'est pas possible de réduire la société à deux catégories antagonistes, mais l'opposition couramment admise entre exclus et intégrés est opératoire dans la mesure où elle recoupe les représentations communément partagées par les populations. L'existence d'une classe moyenne est problématique dans la mesure où elle est très fragmentée (tout comme la classe populaire) ; les frontières sont donc poreuses et les seuils difficiles à définir pour la cerner. La société est finalement beaucoup plus complexe que les cadres que l'on utilise pour la penser. L'existence de la classe moyenne est confortée par les nombreux discours qui s'adressent à elle. Là encore, c'est une manière de s'adresser à la population dans son entier car chacun se considère comme appartenant à cette classe moyenne. Le discours politique ne s'accorde donc pas avec les réalités sociales. L'Etat évacue donc la question sociale, pourtant réelle, et la reformule en un simple problème territorial : « crise des banlieues ». La mixité sociale ne peut être la solution miracle.

Idem pour la sécurité dont le problème se pose depuis plus de vingt ans. Les politiques renvoient les Français au seul *sentiment d'insécurité*, ce qui est une manière de nier la réalité. Est ainsi mis en évidence le défaut des gestions publiques. De même, comment peut-on parler de quartiers ethniques alors que l'on clame haut et fort qu'il n'y a pas d'immigration en France et en Europe ? Dans les faits, elle existe bel et bien et il faut gérer l'arrivée des populations immigrées en leur permettant notamment l'accès au logement, à l'éducation ou à l'aide sociale.

Dans ces conditions, que penser de la loi Solidarité et Renouvellement Urbain (loi SRU) ?

Christophe Noyé n'accrédite pas le principe de la mixité sociale qui, selon lui, n'aboutira à aucun résultat. Les plus pauvres n'auront pas plus accès aux logements sociaux car ils n'auront pas les moyens d'habiter ces logements neufs donc plus chers qui reviendront aux populations intermédiaires. Il rappelle au passage que 75% des ménages sont éligibles au logement social.

Paul Boino revient sur la question des 20% de logements sociaux désormais obligatoires par commune. Selon lui, une sélection s'opère dans l'attribution des logements sociaux : ce ne sont jamais les populations qui en ont le plus besoin (comme les populations immigrées) qui en bénéficient en priorité. Le principe même de la mixité sociale le choque : il s'agit de répartir la charge de la pauvreté, mais pas de la réduire. Enfin, derrière l'idée de dispersion des pauvres se cache l'idée anti-sociologique par excellence de diffuser le comportement du Français moyen auprès des plus pauvres afin de réduire leurs difficultés.

Christophe Noyé revient sur la diversité ethnique de la population : il n'y a pas de quartier ethnique mais des quartiers multi-ethniques. Le logement social permet une mixité ethnique, alors que les copropriétés privées, sans contrôle de l'Etat, comme à Clichy, peuvent produire des ghettos ethniques. Avant, l'immigration était une immigration de travail. Aujourd'hui, l'arrivée des populations étrangères sur le territoire national s'explique avant tout par le regroupement familial, en déconnexion avec le marché de l'emploi. La question de l'immigration ne relève donc plus aujourd'hui d'une politique concertée mais d'une simple gestion au jour le jour ; l'aide sociale ne consiste plus qu'à loger les populations en difficulté dans des hôtels insalubres.

Une participante rappelle que les étrangers ne sont pas responsables des violences urbaines : seulement sept ont été arrêtés. Peut-on encore parler d'étrangers s'ils ont la nationalité française ? Les Français ont-ils encore besoin de s'intégrer ?

Christophe Noyé rappelle que ces notions sont très complexes. L'immigration a changé de nature et on continue de qualifier d'étrangers des individus qui ont acquis la nationalité française. L'intégration ne se limite pas à la seule nationalité. Il faut donc construire de nouveaux outils méthodologiques et conceptuels : le modèle français est dans l'impasse. Si aujourd'hui on cherche à disperser les pauvres, c'est qu'on ne parvient justement pas à les intégrer. La dispersion peut ouvrir la voie à un désengagement de l'Etat.

Christophe Guilluy précise que les territoires qui ont connu les plus fortes violences sont justement ceux qui ont reçu les flux migratoires les plus importants. Plus largement, la question de l'intégration concerne l'ensemble des couches populaires.

Une participante se demande si l'absence de travail n'est pas la principale cause du malaise ?

Frédéric Ogé apporte un rectificatif : à leur arrivée dans les années 1950 et 1960, les Italiens ont été très mal accueillis, même s'ils avaient du travail. Les formes d'encadrement traditionnel qui permettaient l'intégration (comme le patronage ou le Parti Communiste) ont commencé à décliner dès les années 1965. De plus, selon lui il est nécessaire de penser la question de l'immigration à une autre échelle. Elle s'explique en effet par des discontinuités trop fortes entre les deux rives de la Méditerranée.

Christophe Noyé revient sur le rôle des encadrements collectifs : ils font en effet défaut aujourd'hui. A la source de la crise on trouve le manque d'organisation collective : les classes populaires ne sont ni encadrées ni représentées.

Un étudiant rappelle que la ville est avant tout un lieu de brassage : vouloir recréer de la mixité sociale, est-ce seulement illusoire ?

Paul Boino évoque les romans naturalistes du XIXe siècle qui dépeignent le Paris d'Hausmann. A cette époque, on observe de la mixité sociale, mais on est loin de l'échange égalitaire. Au contraire, les différences sociales sont très marquées et intériorisées par les populations. La mixité sociale a donc fait long feu. D'ailleurs, on parle dans le même temps de mixité sociale et de réduction des inégalités sociales, deux processus contradictoires ! Il faut surtout s'interroger selon lui sur le renforcement des inégalités sociales, la perte de confiance dans le modèle français et la fin de la méritocratie républicaine.

Une participante revient sur la question de l'intégration : pourquoi un enfant né en France de parents étrangers doit-il obligatoirement acquérir la culture française ?

Frédéric Ogé suggère une réponse : sans doute parce que son grand-père s'est fait tuer à Verdun. **Christophe Guilluy** enchaîne en expliquant que la question de l'identité ethnique se pose aujourd'hui car il n'y a plus aucune culture collective fédératrice et intégrative.

Pour aller plus loin :

- [Atlas des nouvelles fractures sociales en France \(Christophe Guilluy et Christophe Noyé\)](#)
- [Violences urbaines : et si l'expérience américaine pouvait nous aider à comprendre ?](#)
- [Les quartiers "chauds" sont-ils forcément enclavés ? Sur les banlieues qui flambent.](#)
- Sur le site [Géoconfluences](#), un dossier consacré à la [politique de la ville](#)

Compte rendu : Yann Calbérac